Synthèse de la consultation publique sur le projet d'arrêté portant modification de différentes fiches d'opérations standardisées concernant les véhicules électriques

Consultation du 20/03/2025 au 09/04/2025 - 7 contributions

1. Introduction

Le présent texte concerne le dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE) régi par les articles L. 221-1 et suivants du code de l'énergie. Il modifie l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie.

Cet arrêté prévoit la révision des fiches d'opérations standardisées concernant l'achat, la location ou le rtrofit de vhicules lectriques.

2. Objet de la consultation

5 fiches d'opérations standardisées sont rvises, permettant de clarifier les points soulevs par les acteurs ces derniers mois :

- TRA-EQ-114 « Achat ou location d'un vhicule lger ou vhicule utilitaire lger lectrique neuf ou opration de rtrofit lectrique d'un vhicule lger ou vhicule utilitaire lger par des entreprises ou collectivits » ;
- TRA-EQ-117 « Achat ou location d'un vhicule lger ou vhicule utilitaire lger lectrique neuf ou opration de rtrofit lectrique d'un vhicule lger ou vhicule utilitaire lger par des particuliers » ;
- TRA-EQ-128 « Achat ou location d'un autocar ou d'un autobus lectrique neuf ou ralisation d'une opration de rtrofit lectrique d'autocar » ;
- TRA-EQ-129 « Achat ou location d'un vhicule lourd lectrique neuf de transport de marchandises ou issu d'une opration de rtrofit lectrique » ;
- TRA-EQ-130 « Achat ou location d'un quadricycle lectrique neuf ».

Les diffrentes modifications portent notamment sur :

- Le traitement des vhicules lectriques de catgorie N2 bnficiant de la drogation de poids : ces vhicules d'un poids suprieur 3,5 tonnes du fait de la motorisation lectrique sont rglementairement considrs comme des vhicules N1 (prsentant une masse F1 infrieure 3,5 tonnes) et obissent des usages de vhicules utilitaires lgers. Il est donc propos qu'ils soient considrs comme tels pour l'application des forfaits d'conomies d'nergie des fiches ;
- L'exclusion des loueurs et vendeurs de vhicules lgers lectriques : l'existence de deux fiches pour les mmes types de vhicules avec des forfaits distincts en fonction des bnficiaires peut gnrer la mise en place de schmas de demande de prime non souhaitables, par exemple si un vendeur ou loueur de vhicules utilise la fiche TRA-EQ-114 (

destination des personnes morales) pour ensuite revendre ou louer le véhicule à une personne physique ;

- L'inclusion des véhicules de démonstration sous certaines conditions ;
- La précision sur l'exclusion des lauréats de l'appel à projets E-trans et autres appels à projets de l'Ademe ;
- La limitation du nombre de véhicules par personne physique.

3. Organisation de la consultation

Le projet d'arrêté, accompagné d'une note de présentation, a été mis en consultation publique du 20 mars 2025 au 9 avril 2025 sur le site « Consultations publiques Les consultations publiques du ministère de la Transition écologique », à la page accessible suivant ce [lien](#).

4. Synthèse de la consultation

a. Participation à la consultation

À la suite de la publication sur le site de mise à la consultation publique du Ministère de la transition écologique, sept contributions ont été reçues.

b. Contenu de l'avis

Les contributions émises :

- Demandent la reconsidération du cas des loueurs et vendeurs de véhicules, en leur octroyant le forfait destiné aux particuliers, en proposant un contrôle a posteriori via le SIV, transmission des fichiers d'affectation des véhicules aux collaborateurs ;
- Souhaitent l'intégration des véhicules N2 bénéficiant de la dérogation de poids à la fiche poids lourds TRA-EQ-129 ou la création d'un forfait distinct dans les fiches TRA-EQ-114 et TRA-EQ-117, avec pour principal argument le levier économique plus incitatif ;
- Requièrent une clarification permettant de définir clairement à quel moment l'engagement dans un dispositif d'aide devient irréversible, notamment dans le cadre de l'AAP du programme CEE E-trans (par exemple, à la signature d'une convention attributive de subvention) ainsi qu'une clarification sur l'articulation des CEE avec les autres aides disponibles : suramortissement, aides régionales, etc. ;
- Suggèrent une clause de revoyure sur la limitation à deux véhicules lorsque le bénéficiaire est une personne physique, qui se basera sur l'évolution des habitudes de consommation (certains particuliers renouvelant régulièrement leur véhicule contribuent à l'électrification du marché de l'occasion) ;
- Proposent de clarifier la rédaction de la fiche TRA-EQ-114 pour préciser que les personnes exerçant une activité professionnelle sans disposer de société entrent dans la catégorie des autres personnes morales afin d'éviter des écarts d'analyse entre les différents acteurs ;
- Demandent l'intégration des triporteurs à moteur électrique (L5e) au sein de la fiche TRA-EQ-130 ;

- Modifient les seuils de longueur de la fiche TRA-EQ-129 ainsi : la catégorie 12 mètres par « de 10 à 16 mètres », la catégorie 18 mètres par « de 16 mètres à moins de 24 mètres » et enfin la catégorie 24 mètres en « 24 mètres et plus » ;
- S'interrogent sur le processus opérationnel de distribution des primes CEE du dispositif ;
- Demandent une précision du forfait à octroyer quant aux véhicules particuliers modifiés en véhicules utilitaires.

Des commentaires sont émis sur le projet d'arrêté créant les référentiels et taux de contrôles associés à ces fiches mais ne font pas l'objet de cette consultation.

c. Réponse de l'administration

L'administration retient les modifications du projet d'arrêté à la suite de cette contribution portant sur :

- L'octroi du forfait « particuliers » pour les loueurs et vendeurs de véhicules dans la fiche TRA-EQ-114 ;
- La modification des seuils considérant un véhicule comme étant de grande capacité pour la fiche TRA-EQ-128, en gardant comme seuil minimal une longueur de 12 mètres.

L'administration tient compte de ces remarques pertinentes, et apportera une réponse sur un support jugé approprié (FAQ et fiche explicative notamment) :

- Une clarification quant au cumul avec d'éventuels programmes CEE ou autres aides ;
- Une clarification pour les personnes exerçant une activité professionnelle sans être considérée comme étant une personne morale ;
- Une précision sur le forfait à octroyer quant aux véhicules particuliers modifiés en véhicules utilitaires.

La limitation du nombre de véhicules éligibles pour une personne physique pourra éventuellement être évaluée lors de prochains groupes de travail sur ces fiches si des données la remettent en question.

Des détails concernant le processus opérationnel de distribution des primes CEE pourra être explicité dans les échanges qu'auront les acteurs avec les demandeurs de CEE.

L'administration ne retient pas de modifications du projet d'arrêté à la suite de cette contribution portant sur :

- L'intégration des véhicules N2 bénéficiant de la dérogation de poids, pour lesquels les économies d'énergie ont été jugées plus proches des forfaits VUL des fiches TRA-EQ-114 et TRA-EQ-117 ;
- L'intégration de véhicules L5e nécessite une analyse technique plus approfondie et sera examinée plus en profondeur pour envisager, le cas échéant, de prendre en compte cet ajout.